

NAPOLÉON

RÉPUBLICAIN.

LE PEUPLE EST LE SEUL SOUVERAIN.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

Liberté, Egalité, Fraternité, Unité.

SES REPRÉSENTANTS SONT SES COMMIS.

Bureaux définitifs : rue Montmartre, 70.

ABOLITION DE LA MISÈRE.

Cette publication est une œuvre de dévouement à la cause du peuple. Elle est fondée dans le double but de signaler le remède à la misère sociale et de dénoncer les *réacteurs* qui endorment le peuple, et les charlatans ou les faux *demagogues* qui exploitent sa bonne foi ou flattent ses préjugés dans un but d'*ambition égoïste et personnelle*. NAPOLÉON RÉPUBLICAIN ne faillira pas à sa mission ! Il dénoncera le mal et signalera le remède avec la persévérance indomptable et patiente qui est l'apanage de la conviction. (*Napoléon républicain* échange avec tous les journaux.)

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser au citoyen Marcei DESCHAMPS, par lettres *affranchies*.

SOMMAIRE :

Napoléon aux ouvriers des barricades. — La ligne du *Napoléon républicain*. — L'armée de ligne. — La garde mobile. — A la garde bourgeoise. — Aux citoyens des départements. — Protestation et pétition du Peuple-Souverain contre la loi sur les attroupements. — RÉVOLUTION EUROPÉENNE : L'aristocratie d'argent. — Proclamation du roi de Sardaigne (Italie). — Le gouvernement paternel de Sa Majesté autrichienne.

FRANÇAIS.

Merci ! le souvenir de mon nom est resté pur et grand au milieu de vous ; vous m'avez rendu justice envers et contre tous, encore une fois, merci. Ah ! c'est que je voulais le bonheur et la régénération de ce grand peuple français pour lequel j'avais tout sacrifié ; je le voulais pour lui, non pour quelques privilégiés, comme le veulent les faux républicains qui le conduisent aujourd'hui ; je voulais sa gloire et son bonheur ; je désirais pour lui l'admiration de l'Europe et du monde ; et si la trahison, si l'or de l'étranger m'ont précipité du faite des grandeurs sur le rocher de l'exil, mes pensées, mes sentiments, mon amour ont toujours été pour lui.

Je vous le dis dans la sincérité de mon âme, vous avez accepté lâchement les chaînes qu'ont forgées pour vous les hommes qui vous gouvernent ; à mes yeux vous êtes devenus petits. Vous êtes devenus petits en perdant de vue les conséquences de cette sublime révolution de février, qui devait faire sortir de vous l'étincelle régénératrice du monde ; vous êtes devenus petits en acceptant cette aristocratie *bourgeoise* qui vous trompe, et se fourvoie en prétendant vous gouverner.

Français, ouvriers de Paris, qui avez le dépôt sacré des destinées de la France et du monde, veillez, veillez toujours ! Le czar de toutes les Russies, que Dieu nous a infligé dans son courroux, est prêt, *nouvel Attila*, à se ruer sur nous avec ses hordes barbares. Il attend que l'*aristocratie de la matière*, reconstituée par un homme qui porte un beau nom républicain (1), vous ait replongés tous dans la fange de la corruption. Quand la rouille de l'or ou du vil intérêt vous aura gangrenés, le vautour du Nord fondra sur vous, le nom français périra, et alors se réalisera, SI VOUS LE PERMETTEZ, ma prophétie de Sainte-Hélène : avant 150, l'Europe entière sera *républicaine ou cosaque* !

NAPOLÉON.

FRANÇAIS.

Ma pensée chagrine voudrait fuir un présent qui me répugne ; je voudrais, pour me consoler, trouver dans le passé un point de votre histoire où vous fussiez tombés aussi bas qu'aujourd'hui. C'est en vain que je promène mon regard sur ces temps féodaux que vous avez si injustement ravalés : alors

(1) Garnier-Pagès, auteur du décret sur la constitution de l'unité des banques, qui reconstitue définitivement la *féodalité banquière*, base fondamentale du régime de l'agiotage, du monopole, et de la corruption.

les maîtres du pays avaient la mission de protéger le territoire, de repousser l'invasion de la barbarie, de constituer cette grande nation, qui devait être la patrie de la Liberté. Alors un écrivain féodal pouvait dire avec un juste orgueil : « Objet d'admiration pour les peuples de l'Orient sous Charlemagne, leur terreur sous Philippe-Auguste et sous saint Louis, maître ou dominateur de presque tout l'Occident, conquérant de l'Angleterre et de la Sicile, de l'Allemagne et de l'Italie ; modèle de grâce de valeur et d'énergie : c'est ainsi que le Peuple français est signalé dans le cours des âges. »

Voilà ce que vous étiez avant 89 ! Qu'êtes-vous devenus aujourd'hui ! Où en êtes-vous, enfants de la révolution de février, vous qui, non seulement avez détruit la monarchie, mais encore avez mis à nu l'impuissance des principes du passé ? Combien de fois faudra-t-il que les hommes d'avenir vous le répètent : LE VIEUX SYSTÈME EST À BOUT, LE NOUVEAU N'EST POINT ASSIS (1) ? Ferez-vous encore longtemps une halte dans la boue ? Combien de temps encore demeurerez-vous sous le joug de l'aristocratie d'argent, dont les manœuvres ont précipité ma chute ?

Le révolution de février a rendu toute *royauté*, toute domination *brutale* impossible : elle a mission de prévenir la lutte entre le pouvoir et le peuple en *organisant* la commune, en associant le capital au travail, en augmentant le bien-être de tous, en réalisant l'harmonie des intérêts. La véritable ÉGALITÉ est dans l'association du Maître et du Salarié : Voilà l'unique voie de conciliation et de salut : il n'y a pas de fraternité possible sous l'*esclavage du salaire*. Les hommes qui prétendent vous diriger le comprendront-ils ? S'ils refusent d'ouvrir les yeux à la lumière, je leur crierai : Malheur et ruine ! S'ils ne sont pas frappés d'un aveuglement incurable, vous pouvez encore avoir un avenir de gloire pacifique, vous pouvez régénérer le monde par les arts créateurs, vous pouvez amener les démocrates de tous pays à crier ensemble : Abolition de la misère ! Vive la liberté ! Vive l'égalité ! Vive la Sainte-Alliance des Peuples ! *Vive la République universelle*.

N.

LA LIGNE DU NAPOLÉON RÉPUBLICAIN.

Le *Napoléon républicain* n'est l'organe d'aucun parti politique. Il surveille d'un œil sévère la marche des partis réactionnaires, et se maintiendra dans les conditions d'une indépendance absolue. Il ne voit pas d'autre moyen de servir utilement la sainte cause du Peuple. Il ne veut pas plus de *privilege* que de *proscription*. Il pense qu'en violant la souveraineté populaire, les *peureux* ou les tacticiens peuvent grandir un individu à la hauteur de cent coudées, en faire l'homme nécessaire de la situation. Le peuple, qui ne veut pas renier les glorieuses traditions de la France, a voulu être

(1) Mot de Napoléon.

représenté par un membre d'une famille proscrite : que sa décision souveraine soit respectée par ses *commis*, qui le représentent à l'Assemblée nationale. A mérite *égal*, que la préférence soit donnée au citoyen Napoléon Louis dans les hautes fonctions électives : le bon sens du Peuple lui fera comprendre les obligations sévères qu'une immense renommée impose à l'héritier d'un grand nom ; la reconnaissance, d'ailleurs, a toujours été la vertu du peuple français. Ces principes, qui sont ceux de la pure démocratie, pourront seuls nous sauver de l'anarchie et de la réaction.

L'ARMÉE DE LIGNE.

L'article sur l'armée de ligne a soulevé de vives réclamations parmi les chefs militaires, et même, assure-t-on, parmi les sous-officiers. Il est à regretter qu'il n'ait pas été compris. Le *Napoléon républicain* s'occupe exclusivement des principes, et non des personnes : il n'a donc pu avoir l'intention de blesser aucune catégorie de citoyens, encore moins les individus. Il soutiendra toujours que le simple soldat doit obéissance à ses chefs (élus par lui), dans limite des lois et du droit ; il n'a pu vouloir dire que cela : rien de plus, rien de moins. Il accordera même que ses chefs ont fait leur devoir en transmettant des ordres libéricides en 1830 et en 1848, parce qu'ils n'étaient pas encore citoyens, et que la responsabilité appartenait au chef de l'Etat comme à l'aristocratie qui les imposait. Mais il soutiendra que les simples soldats (admis au rang de citoyens par le décret qui leur accorde le droit électoral), ne peuvent, en conscience, tirer sur leurs frères dans l'exercice paisible du DROIT DE REUNION, consacré par la révolution de février : l'Assemblée nationale n'a pas le pouvoir d'abolir ce droit suprême du Peuple-Souverain. Il soutiendra encore que l'on égarerait le *simple soldat*, que l'on abuserait de sa bonne foi, si l'on cherchait à lui faire croire qu'il doit se sentir humilié, et se regardait comme vaincu par les citoyens *ses frères*, qui ont remporté les victoires de 1830 et 1848, en combattant pour la défense des lois et pour la liberté de tous. Aux yeux des ouvriers des barricades, les braves soldats de l'armée de ligne ne sont point de vaincus : ce sont des anciens ouvriers, des frères qui ont rendu volontairement leurs armes, parce qu'ils ne voulaient pas égorger leurs frères au profit des aristocrates et des corrompus qui gouvernaient le pays. Après la guerre civile (qui est une lutte entre des frères), il n'y a ni vainqueurs ni vaincus : il y a là une sainte fraternisation du peuple-soldat avec le peuple-travailleur pour le renversement de la tyrannie, le salut de la patrie commune, et le triomphe de la liberté.

N.

LA GARDE MOBILE.

J'attends beaucoup de ces braves *enfants des barricades*, qui sont, aux yeux des citoyens, les

soutiens naturels de la révolution de février. Qu'ils restent à Paris pour éclairer leurs frères de l'armée de ligne, que les partisans de la réaction et de la terreur bourgeoise voudraient transformer en bourreaux de leurs frères, les ouvriers parisiens, qui nous ont conquis la Liberté, l'Égalité, la Fraternité. Qu'ils se posent en défenseurs de la paix publique au milieu des réunions de citoyens pauvres, que les bourgeois appellent *attroupements*, et qu'en vertu de leurs droits d'électeurs, ils cassent les chefs qui oseraient violer le DROIT DE RÉUNION, en leur commandant de tirer sur les citoyens paisibles et sans armes.

A LA GARDE BOURGEOISE.

BRAVES GENS,

Vous jouez au vieux soldat d'une manière étonnante. En voyant votre discipline, votre belle tenue, votre propreté, vous le dirai-je? vous me rappelez ma vieille garde.

Permettez-moi, cependant, une simple réflexion. Mes vieux grognards ne prenaient un air belliqueux qu'après avoir vaincu l'étranger. Vous, vous prenez un air guerrier après avoir poursuivi un fantôme, ou même provoqué, par vos bravades intempestives, des rassemblements tumultueux et nuisibles au commerce. Vous rentrez vainqueurs, essouffés, dans vos arrière-boutiques, et vos épouses, charmées de votre valeur, se chargent de mettre dans leur garde-robe votre défroque militaire.

Je comprends le citoyen qui, embrasé de l'amour de la patrie, cherche à vaincre, à repousser au fond de ses déserts le barbare prêt à lui imposer le joug. Mais je ne comprends pas le garde-bourgeois qui voit dans un frère revêtu d'une blouse un factieux... un anarchiste, un ennemi, une bête fauve bonne à traquer.

Citoyens modérés, au nom de la tranquillité publique, gardez pour l'Europe coalisée contre nos saintes libertés ces cartouches qui vous ont été distribuées avec une si grande profusion.

NAPOLÉON.

AUX CITOYENS DES DÉPARTEMENTS.

La réaction bourgeoise ne recule devant aucun moyen pour préparer la guerre civile, et tente d'instaurer la régence, ou, en un besoin, la royauté légitime. Tantôt on cherche à faire accroire aux simples soldats qu'ils doivent se sentir humiliés comme des vaincus par la victoire qu'ont remportée leurs frères de Paris, en combattant pour la défense des lois en 1830 et en 1848; tantôt on cherche à armer les gardes nationales des départements contre les citoyens de Paris (1), en leur répétant que la capitale veut s'arroger un pouvoir despotique sur la province, et prolonger indéfiniment sa minorité. Rien de moins fondé que ces criminelles insinuations. Comment est composée la population de Paris? Elle se recrute sans cesse des supériorités départementales, et n'en renvoie aucune à la province. Tout le monde sait qu'il y a dans Paris beaucoup plus de provinciaux que de parisiens. Il suffirait de nommer nos célébrités dans tous les genres pour établir que la province règne à Paris. Donc, Paris, n'existe pas par lui-même: il est la tête et le cœur de la France, c'est-à-dire de l'humanité. C'est à ce foyer ardent que s'est allumée l'étincelle qui régénérera le monde. Paris est le gardien naturel de l'idée révolutionnaire; il en conservera le dépôt intact pour le bonheur du genre humain.

PROTESTATION DU PEUPLE-SOUVERAIN

Contre la loi sur les réunions paisibles dites attroupements, rendue par les *commis du Peuple réunis en Assemblée nationale*.

Citoyens représentants,

Une révolution sortie de la victoire populaire est en voie de développement depuis le 24 février.

Cette révolution a pour but l'établissement de la république démocratique.

Le régime démocratique, c'est le gouvernement de tous par tous.

Un des grands moyens du gouvernement, c'est

(1) C'est là un crime que les lois de septembre 1835, inventées par Monsieur Thiers ne pardonneraient pas aux auteurs de la réaction.

surtout l'éducation politique mutuelle de tous par chacun et de chacun par tous.

Par l'éducation politique, chaque individu est appelé à s'éclairer sur l'exercice des droits de l'homme et du citoyen.

Pour s'éclairer, les citoyens ont besoin de se réunir.

Le DROIT DE RÉUNION, violé par le pauvre homme que la France a chassé, a été reconquis sur les barricades, le 24 février.

Tout ce qui tendrait à nous en priver serait un attentat à la Souveraineté populaire.

Citoyens *commis* du Peuple, vous avez été délégués par lui pour régulariser l'exercice de sa Souveraineté, non pour l'anéantir.

Votre pouvoir, que vous tenez du Peuple-Souverain, ne va pas jusqu'à détruire sa Souveraineté.

Il n'y a pas de Souverain contre le Souverain; mais il y a le peuple, d'une part, et de l'autre, ses *commis* ou mandataires, qu'il a préposés pour manifester sa volonté et la convertir en loi.

Or, vous avez attenté à la souveraineté du Peuple en rendant une prétendue loi qui prive les citoyens du droit de réunion paisible, indispensable à l'exercice de tous ses autres droits.

Citoyens représentants, des voix se sont élevées de toutes parts pour dénoncer les manœuvres réactionnaires, soudoyées par l'or de l'étranger, dans le but d'assurer l'élection de la plupart d'entre vous.

Vous aviez à faire oublier votre origine impopulaire en rendant des lois sagement libérales, en réalisant la grande promesse de la révolution de février, qui consiste à garantir l'existence de tous les citoyens par un travail en rapport avec leurs aptitudes.

Au lieu de cela, qu'avez-vous fait? Vous avez tout fait pour accréditer les accusations dirigées contre vous.

Vous avez, par des mesures louches ou dilatoires, ajourné les améliorations urgentes qui réclament la situation malheureuse de la classe ouvrière (1).

Vous avez aboli indirectement le droit de réunion en faisant une loi tyrannique contre les réunions paisibles, que vous appelez attroupements.

Vous avez rétabli et même perfectionné les lois infâmes des septembriseurs de la liberté, promulguées par le roi des *corrompus*, que nous avons chassé en février.

Il suffit d'un simple examen pour apercevoir que votre loi sur les attroupements contient :

- 1° L'attentat au droit de réunion;
- 2° La provocation au renouvellement des massacres du Champs-de-Mars;
- 3° La complicité morale;
- 4° L'espionnage mutuel le plus dégradant;
- 5° L'assimilation des citoyens aux gendarmes de police;

6° La censure hypocrite ou indirecte par les imprimeurs et distributeurs d'écrits propagandistes;

Citoyens représentants, cette loi liberticide n'est autre chose qu'un expédient qui attesterait l'incapacité gouvernementale du législateur qui voudrait la maintenir;

Elle attesterait chez vous une profonde ignorance des conditions de la vie républicaine;

Elle semblerait inaugurer la triste réintégration du mitrailleur de la rue Transnonain (2).

Elle provoquerait le renouvellement des mitrailades de Saint-Méry;

Elle pousserait à semer le trouble et la terreur, et à faire maudire la république *fraternelle*;

Elle pousserait perfidement à faire regretter ou désirer le despotisme royal;

Elle ferait de tous les citoyens (qui sont magistrats de la République autant de shires ou de gendarmes destinés à la déshonorer);

Elle mettrait les magistrats, nommés par Louis-Philippe, dans le cas d'être juges et parties dans leur propre cause, puisqu'ils n'ont pas encore été soumis à l'élection populaire, et que par leur origine ils sont censés appartenir à la réaction dite

(1) Transformation du Ministère du Travail et Progrès en Comité d'Enquête sur le Travail, et ajournement de l'examen des plans sauteurs du citoyen TOUSSENET, qui dorment dans les cartons du citoyen Lamartine et Louis Blanc, jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution les en fasse sortir.

(2) L'honorable Monsieur Thiers, chef de la réaction républicaine.

parti de la REGENCE;

Enfin, elle serait un avant-coureur de la chute des gouvernements qui croient ne pouvoir trouver de refuge que dans la force brutale, parce qu'ils n'ont rien oublié ni rien appris.

PAR CES MOTIFS :

Les citoyens soussignés protestent solennellement contre la loi sur les attroupements;

Ils demandent :

Que la loi contre les réunions paisibles soit abolie;

Qu'une nouvelle loi, en rapport avec les besoins de la vie républicaine, soit immédiatement rendue et soumise à la sanction du Peuple, réuni en assemblées électorales (ainsi que cela avait lieu sous la Convention);

Qu'une allocation suffisante soit votée pour construire ou entretenir au frais de l'Etat des salles de clubs pouvant contenir tous les citoyens pauvres de chaque quartier que leur dénuement met dans l'impossibilité de subvenir aux cotisations exigées dans les clubs ou sociétés populaires;

Que l'on soumette à une réélection immédiate les magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, chargés d'appliquer la loi sur les attroupements (1).

(Suivent les signatures).

REVOLUTION EUROPÉENNE.

FRANCE. — La féodalité de la banque et de l'agiotage, qui est le dernier mot de la réaction, publie dans son vieux journal l'article suivant, qui est habilement perfide. C'est en mêlant et confondant des idées très distinctes que l'on arrive à embrouiller les questions, à mettre l'abus à la place de l'usage. Aurait-on déjà oublié qu'il existe des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique? On lit dans le journal des alarmistes de la boutique :

« Le projet du rachat forcé des chemins de fer soulève la question même de la propriété. En toutes circonstances il n'en faudrait pas davantage pour qu'il méritât d'être examiné de très près. Dans le moment actuel, en présence des théories insensées qui se prêchent, il soulève de bien plus fortes objections; il doit être repoussé avec un redoublement d'énergie par tous les hommes qui veulent, nous ne dirons pas la prospérité publique, ce n'est plus de cela qu'il s'agit aujourd'hui, mais le maintien de la société elle-même. C'est en effet l'application manifeste d'une doctrine anti-sociale qui se produit, hélas! sous les auspices des hommes même auxquels est échu le gouvernement et qui croient gouverner. »

ITALIE. — Proclamation de Charles-Albert, par la grâce de Dieu roi de Sardaigne, de Cypre, de Jérusalem, etc. Au peuple vénitien.

« Notre regard royal se tourne sans cesse vers vous, qui avez eu un moment la pensée de reconquérir votre indépendance et de vous constituer en République démocratique. »

« Croyez-en le futur souverain de l'Italie, secondez nos vœux, faites-nous l'abandon de votre liberté; livrez-vous avec une entière confiance, et nous sauverons la patrie du joug de l'étranger... »

ALLEMAGNE. — L'empereur Ferdinand a joué sa partie d'osselets. Les graves Allemands ont osé mécontenter leur maître, qui a résolu de leur infliger une leçon sévère. Le chef du saint empire a déclaré que les habitants de sa capitale ont méconnu gravement la fidélité qu'ils lui doivent, et qu'ils s'est décidé à la quitter pour un temps, et à n'y revenir qu'après avoir acquis la conviction de son retour à de meilleurs sentiments.

Peuple souverain, tiens-toi en garde contre les saillies de ton émancipation; car si tu mécontentais sérieusement tes maîtres, tu courrais le risque d'être privé d'un gouvernement paternel. Avis aux Français, aux Italiens, aux Prussiens, qui ont perdu l'incalculable avantage d'être régis par le BON PLAISIR ROYAL. Croyez-moi, braves Allemands, prenez-en votre parti: c'est encore un roi qui a joué son rôle.

(1) Les démocrates, les clubs radicaux et les bons citoyens en général, sont invités à venir signer, au bureau du journal, la protestation et la pétition contre la loi sur les attroupements.

Les Directeurs-Gérants : Marcel DESCHAMPS, Camille BARRABÉ.

Imprimerie de BUREAU et Comp., rue Coquillière, 22.